

DYNAMITE (suite).
à SAINT-BARTHÉLEMY-LE-PLEIN (Ardèche); VIII, 373. = Décret, du 21 juin 1899, autorisant l'ingénieur-regisseur des ardoisières réunies de Rimogne à établir un dépôt de — à MONTHERMÉ (Ardennes); VIII, 418. = Décret, du 21 juin 1899, autorisant la *Compagnie des mines de la Grand-Combe* à établir un dépôt de — à la GRAND-COMBE (Gard); VIII, 418. = Décret, du 21 juin 1899, autorisant le s^r Boutarin à établir un dépôt de — à TERRENOIRE (Loire); VIII, 418. = Décret, du 21 juin 1899, autorisant le s^r Palis à établir un dépôt de — à SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE (Savoie); VIII, 418. = Décret, du 10 février 1900, autorisant la *Compagnie de quatre mines réunies de Graissessac* à établir un dépôt de — au BOUSQUET-D'ORB (Hérault); IX, 40. = Décret, du 23 février 1900, autorisant la *Compagnie des mines d'Anzin* à établir un dépôt de — à RAIMES (Nord); IX, 53. = Décret, du 28 mai 1900, autorisant la *Société des houillères de Liévin* à établir un dépôt de — à LIÉVIN (Pas-de-Calais); IX, 189. = Décret, du 10 juin 1900, autorisant le directeur des mines de fer communales de Rancié à établir un dépôt de — à SEM et VICDESSOS (Ariège); IX, 209. = Décret, du 11 août 1900, autorisant le directeur des mines de Pierrefitte à établir un dépôt de — à ARRAS (Hautes-Pyrénées); X, 109. = Décret, du 17 septembre 1900, autorisant le directeur des mines de Pale-de-Rase (*concession de Melles*) à établir un dépôt de — à COULÉDOUX (Haute-Garonne); IX, 453. = Décret, du 25 septembre 1900, autorisant la *Société Holtzer, Dorian et C^{ie}* à établir un dépôt de — à SAHORRE, et supprimant le dépôt établi à THORRENT (Pyrénées-Orientales); IX, 465.

= Décret, du 14 décembre 1900, autorisant la *Société des mines de Suriauville* à établir un dépôt de — à CONTREXÉVILLE (Vosges); IX, 527. = Décret, du 30 décembre 1900, autorisant la *Société anonyme des mines de La Lucette* à établir un dépôt de — au GENEST (Mayenne); IX, 539. = Décret, du 4 janvier 1901, autorisant la *Compagnie des mines de Roche-la-Molière et Firminy* à établir un dépôt de — à CHAMBON-FEUGEROLLES (Loire); X, 8. = Décret, du 18 avril 1901, autorisant la *Société des mines de Peyrebrune* à établir un dépôt de — à MONTREDON-LABESSONNIÈRE (Tarn); X, 139. = Décret, du 4 octobre 1901, autorisant la *Société anonyme des mines de La Croix-aux-Mines* à établir un dépôt de — à LA-CROIX-AUX-MINES (Vosges); X, 347. = Décret, du 11 octobre 1901, autorisant la *Société Lyonnaise des schistes bitumineux* à établir un dépôt de — à SAINT-FORGEOT (Saône-et-Loire); X, 351.

Suppression de dépôts. Décret, du 9 novembre 1892, rapportant le décret d'autorisation du dépôt de — établi à MORTHOMIERS (Cher); I, 339. = Décrets, du 26 novembre 1892, portant suppression d'un certain nombre de dépôts de — antérieurement autorisés (Extraits); I, 343. = Décret, du 24 avril 1893, rapportant les décrets des 13 février 1878 et 21 janvier 1887 relatifs à l'établissement du dépôt de — à BRUAY (Nord); II, 222. = Décret, du 14 novembre 1893, portant suppression de dépôts de —; II, 530. = Décret, du 8 janvier 1894, portant suppression d'un dépôt de — établi à CHENNEVIÈRES-SUR-MARNE (Seine-et-Oise); III, 15. = Voir *supra*, (Dépôts), décret du 23 septembre 1900.

Fabriques. Décret, du 1^{er} juin 1892, autorisant la *Société générale pour la fabrication de la dynamite*, à établir six nouveaux magasins dans son usine sise à PAULILLES (Pyrénées-Orientales); I, 243. = Arrêté interministériel, (*com. et ind., guerre, finances*), du 15 février 1893, relatif à la fabrication de la — (autorisation nécessaire pour modifier la nature et le dosage des matières entrant dans la fabrication); II, 65. = Décret, du 31 juillet 1893, autorisant le s^r de Catalan à établir une fabrique de — à WALERS (Nord); II, 413. = Décret, du 19 août 1893, réglant les conditions d'établissement et de fonctionnement des séchoirs de coton azotique humide dans les usines d'ABLON (Calvados), de CUGNY (Seine-et-Marne) et de PAULILLES (Pyrénées-Orientales); VI, note de la page 301. = Décret, du 9 novembre 1893, modifiant le décret du 25 septembre 1876, relatif à l'établissement d'une fabrique de — au plateau d'ABLON (Calvados); II, 527. = Décret, du 10 avril 1894, autorisant l'établissement d'une fabrique de — à ARLES (Bouches-du-Rhône); III, 275. = Décret, du 28 juillet 1894, autorisant la *Société française des explosifs* à conserver et établir dans la fabrique de — de CUGNY, commune de LA GENEVRAIE (Seine-et-Marne) diverses installations et à effectuer des transports de — par chemins de fer; III, 405. = Décret, du

7 mai 1895, modifiant et complétant les décrets d'autorisation de la fabrique de — de PAULILLES (Pyrénées-Orientales); IV, 287. = Décret, du 27 mars 1896, modifiant l'article 8 du décret précité du 7 mai 1895; V, 136. = Décret, du 25 février 1897, modifiant le décret du 10 avril 1894, précité (Fabrique de — à ARLES); VI, 72. = Décret, du 9 mai 1897, modifiant le décret du 25 septembre 1876, relatif à l'établissement de la fabrique de — d'ABLON (Calvados); VI, 299.

Divers. Circulaire, du 27 avril 1892, relative à la surveillance à exercer, par les propriétaires de mines et de carrières, sur l'emploi fait par leurs ouvriers des cartouches de — qui leur sont remises pour le travail; I, 222. = Circulaire (du ministre du commerce et de l'industrie), du 25 août 1896, relative à l'instruction par le service des ponts et chaussées des affaires de — dans les départements où ne réside pas un ingénieur en chef des mines; V, 465. = Circulaire, du 14 décembre 1900, portant envoi d'instructions en vue de l'application immédiate de diverses mesures de sécurité au sujet de l'emploi et de l'approvisionnement de — dans les mines, minières et carrières; IX, 543. = Emploi de la — et autres explosifs détonants dans les mines et carrières. Voir EXPLOSIFS. = Transport de la — par chemins de fer. Voir CHEMINS DE FER.

E

Eaux minérales (sources d'):

Concessions domaniales. Décret

du 4 avril 1894, approuvant la substitution de la dame v^{ve} Crozes et du S^r Valérian, aux concessionnaires primitifs des

sources minérales d'*Hammam-bou-Hadjar* (Algérie, département d'Oran); III, 271.

Déclarations d'intérêt public et fixations de périmètres de protection. Décret, du 14 janvier 1892, portant fixation d'un périmètre de protection pour les — alimentant l'établissement thermal d'*Aix-les-Bains* (Savoie); I, 6 et 288. — Décret, du 15 janvier 1892, portant déclaration d'intérêt public et fixation d'un périmètre de protection pour les — alimentant l'établissement thermal du *Boulou* (Pyénées-Orientales); I, 8. — Décret, du 30 juin 1892, portant extension du périmètre de protection attribué, par décret du 18 juin 1890, à la — dite « *Saint-Léger* » située à Pougues (Nièvre); I, 244. — Décret, du 11 février 1893, portant déclaration d'intérêt public et fixation d'un périmètre de protection pour la source minérale *Hammam-Saléhine* ou *Fontaine-Chaude* (Algérie, département de Constantine); IV, 40. — Décret, du 21 février 1893, portant déclaration d'intérêt public et fixation d'un périmètre de protection pour la — dite « du *Par* », commune de Chaudesaigues (Cantal); IV, 42. — Décret, du 3 mai 1893, portant déclaration d'intérêt public et fixation d'un périmètre de protection pour la — de *Challes* (Savoie); IV, 286. — Décret, du 8 août 1893, portant extension des périmètres de protection des — appartenant à l'Etat, dans les communes de *Vichy* et de *Cusset*; IV, 392. — Décret, du 8 août 1893, attribuant un périmètre de protection aux sources de la *Crevasse* et des *Romains* qui alimentent l'établissement thermal de *Saint-Honoré* (Nièvre); IV, 394. — Décret, du 6 janvier 1896, por-

tant déclaration d'intérêt public et fixation d'un périmètre de protection pour la — dite « du *Puits* », sise commune de *La Motte-les-Bains* (Isère); V, 36. — Décret, du 16 février 1897, portant déclaration d'intérêt public et fixation d'un périmètre de protection pour la — n° 1, dite « des *Vieux-Bains* », commune d'*Hammam-bou-Hadjar* (Algérie, département d'Oran); VI, 29. — Décret, du 12 août 1897, déclarant d'intérêt public les sources minérales « *Badoit n° 2* » « *Remy* » « *Noël n° 3* » et « *Noël n° 5* », sises commune de *Saint-Galmier* (Loire); VI, 376. — Décret, du 17 avril 1898, portant déclaration d'intérêt public et fixation d'un périmètre de protection pour les — de *Rennes-les-Bains* (Aude); VII, 328. — Décret, du 9 août 1898 (Les annales indiquent par erreur août 1897), déclarant d'intérêt public, les — « *Parot* », « *Fontfort n° 2* » et « *Puy-Saint-Georges* » dans la commune de *Saint-Romain-le-Puy* (Loire); VII, 416. — Décret, du 23 juillet 1901, portant extension et remplacement par un périmètre unique, des périmètres de protection attribués aux — appartenant à l'Etat dans les communes de *Vichy*, *Cusset* et *Hauterive* (Allier); X, 201.

Autorisations d'exploitation (arrêtés du ministre de l'intérieur): en 1892, I, 55, 248, 271, 367; en 1893, II, 569; en 1894, III, 562; en 1895, IV, 523; en 1896, V, 623; en 1897, VI, 509; en 1898, VII, 552; en 1899, VIII, 664; en 1900, IX, 540; en 1901, X, 399. — *Autorisations rapportées*: en 1899, VIII, 664; en 1900, IX, 540. — *Autorisations de changements de noms*: en 1892, I, 367; en 1893, II, 569; en 1894, III, 562; en 1895, IV, 524; en 1897, VI, 509; en 1898,

VII, 552; en 1899, VIII, 664; en 1901, X, 399.

Divers. Note du Conseil d'Etat, du 26 juillet 1892, ordonnant une nouvelle analyse des eaux de la — de *Challes* (Savoie) et une nouvelle instruction de la demande en déclaration d'intérêt public; IV, 543. — Circulaire (du ministre de l'intérieur), du 4 décembre 1894, relative aux renseignements à produire et à joindre au dossier des demandes en autorisation d'exploiter des —; IV, 316. — Circulaire (du ministre de l'intérieur), du 25 juillet 1895, relative à l'instruction des demandes en déclaration d'intérêt public et en fixation de périmètre de protection; IV, 380. — Voir ETABLISSEMENTS THERMAUX; JURISPRUDENCE.

ECLAIRAGE DES BATEAUX. Voir BATEAUX.

ECOLE DES MINES DE SAINT-ETIENNE. Décision ministérielle, du 30 juillet 1892, attachant les ingénieurs professeurs de l'— pendant les vacances de cette école, au service ordinaire de l'arrondissement minéralogique de Saint-Etienne; I, 278. — Arrêté ministériel, du 27 octobre 1894, modifiant l'arrêté du 21 juillet 1890 relatif au règlement intérieur de l'—; III, 487. — Arrêté ministériel, du 27 octobre 1894, portant répartition des cours entre les différents professeurs de l'—; III, 513. — Décision, du 2 avril 1895, modifiant la décision du 30 juillet 1892 précitée; IV, 284. — Arrêté ministériel, du 13 juin 1895, fixant les conditions d'admission à l'—; IV, 313. — Arrêté ministériel, du 12 septembre 1895, complétant l'arrêté du 13 juin 1895, ci-dessus; IV, 441. — Arrêté ministériel,

du 1^{er} octobre 1896, modifiant le programme des connaissances exigées pour l'admission à l'—; V, 507. — Arrêté ministériel, du 29 septembre 1897, portant modification du règlement intérieur de l'— (répartition des cours entre les trois années d'études et détermination des coefficients attribués aux divers examens et exercices pratiques); VI, 412. — Arrêté ministériel, du 14 septembre 1899, modifiant le règlement intérieur de l'—; VIII, 544. — Arrêté ministériel, du 16 août 1900, modifiant l'article 3 de l'arrêté du 12 septembre 1895 relatif aux conditions d'admission à l'—; IX, 427. — Arrêté ministériel, du 16 août 1900, modifiant les articles 15 et 18 du règlement intérieur de l'—; IX, 428.

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES MINES. Décret, du 14 mars 1892, autorisant l'— à accepter le legs fait en sa faveur par M. Rivot; I, 277. — Décision ministérielle, du 22 juin 1892, autorisant l'— à fonder, sous le nom de prix Rivot, deux prix annuels; I, 277. — Décret, du 14 septembre 1892, relatif à la fondation des bourses Henry Giffard, en faveur des élèves externes de l'—; I, 312. — Décret, du 2 février 1893, créant une chaire d'électricité industrielle à l'—; II, 64. — Décret, du 20 mars 1894, modifiant l'article 26 du décret du 18 juillet 1890 relatif à l'organisation de l'—; III, 94. — Arrêté ministériel, du 20 mars 1894, relatif aux demandes d'admission aux cours préparatoires et aux cours spéciaux de l'—; III, 92. — Décret, du 20 juin 1895, autorisant le ministre des travaux publics à accepter pour l'— le legs Cotteau; IV, 326. — Décret, du 18 octobre 1896, portant réor-

ganisation de l'—; V, 540. — Arrêté ministériel, du 19 octobre 1896, portant règlement pour le régime intérieur de l'—; V, 532. — Décret, du 21 juillet 1897, modifiant l'article 26 du décret du 18 octobre 1896, relatif à l'organisation de l'— (Fixation des limites minimum et maximum d'âge pour l'admission des élèves externes); VI, 355. — Décret, du 6 avril 1898, portant acceptation d'un don fait à l'— par M. Egleston, doyen de l'École des mines de New-York; VII, 351. — Décret, du 19 décembre 1899, modifiant divers articles du décret organique du 18 octobre 1896 précité; VIII, 654. — Loi de finances, du 13 avril 1900. Extrait (art. 34) relatif à l'attribution de la personnalité civile à l'—; IX, 143. — Loi de finances, du 25 février 1901. Extrait (article 58)(*) relatif à l'organisation de l'—; X, 64.

EGLESTON (Don de M.). Voir *supra* ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES MINES.

EL-GOURINE (Algérie). Décret, du 5 février 1898, instituant, en faveur de la *Société verrière d'El-Gourine*, la concession de mines de combustible minéral d'— (département d'Alger); VII, 33.

EL-POU (Pyrénées-Orientales). Voir LAS INDIS (*concession de*).

ELECTRO-CHIMIE (Compagnie générale d'). Voir PIERRE-BECQUA (*concession de*).

ENFANTS (Travail des — etc. dans les établissements industriels). Voir TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE.

(*) Modifié par l'article 22 de la loi du 8 novembre 1901. Voir volume de 1902, note de la page 89.

ENTREVERNES N° 3 (Haute-Savoie). Voir DÉCHÉANCES.

ÉPREUVES d'appareils à vapeur ou de récipients. Voir APPAREILS À VAPEUR ET GAZ COMPRIMÉS OU LIQUÉFIÉS.

ERROUVILLE (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 8 novembre 1895, instituant, en faveur de la *Société anonyme Lorraine industrielle*, la concession de mines de fer d'—, et autorisant la réunion de cette concession et de celle de *Malleloy*, avec les concessions de même nature de *Cosnes*, de *Millery* et de *Haye* (Meurthe-et-Moselle); IV, 483.

ESCARO-SUD (Pyrénées-Orientales). Décret, du 11 février 1899, autorisant la *Société Jacob Holtzer et C^{ie}* à réunir la concession de mines de fer d'— à celle de même nature de *Sahorre* (Pyrénées-Orientales); VIII, 52.

ESCARPELLE (Compagnie des mines de l'). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

ESPARON (Gard). Décret, du 4 octobre 1898, instituant en faveur des s^{rs} *Ricard*, *Finiels* et *Fabre*, la concession de mines de zinc, plomb et métaux connexes d'—; VII, 467.

ESPARSEIL (S^r). Voir VILLANIÈRE (*concession de*).

ESPEZOLLE (Cantal). Décret, du 4 janvier 1893, instituant, en faveur du S^r *Carez*, la concession de mines d'antimoine d'—; II, 5. — Voir CHASSAGNE (*concession de LA*).

ESTAVAR (Pyrénées-Orientales). Décret, du 1^{er} juillet 1901, portant extension du périmètre

de la concession de mines de lignite d'—; X, 193.

ESTÉRENÇUBY (Basses-Pyrénées). Décret, du 12 mai 1893, rejetant la demande du s^r *Paris* (Jean-Baptiste) en concession de sources et puits d'eau salée dans la commune d'—; II, 269.

ESTÈVE ET BLOQUET (S^{rs}). Voir LAMOTHE (*concession de*).

ESTREUX (Société des recherches d'). Voir MARLY (*concession de*).

ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS. Voir TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE.

ETABLISSEMENTS INSALUBRES, DANGEREUX OU INCOMMODOES. Décrets modifiant la nomenclature des — : 26 janvier 1892, I, 12; 13 avril 1894, III, 357; 6 juillet 1896, VI, note de la page 336; 24 juin 1897, VI, 335; 17 août 1897, VI, 382; 29 juillet 1898, VII, 391; 19 juillet 1899, VIII, 462; 18 septembre 1899, VIII, 546.

ETABLISSEMENTS THERMAUX. Loi, du 28 février 1898, portant approbation d'une convention passée entre l'Etat et la Compagnie fermière de l'établissement thermal de *Vichy* (exécution de divers travaux, prorogation du bail, etc.); VII, 56.

ETIENNE (S^r). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

ETIENNE ET LIBERCIER (S^{rs}). Voir PRANES (*concession des*).

ETIÉVENT (S^r). Voir ALLUES (*commune des*).

EUCH-EL-BEZ (Algérie). Dé-

cret, du 7 juin 1895, acceptant la renonciation des propriétaires de la concession de mines de fer chromé d'— (département de Constantine) à ladite concession; IV, 312.

EXPERTS (autorisation pour les fonctionnaires et agents du ministère des travaux publics d'accepter les fonctions d'). Voir PERSONNEL.

EXPLOSIFS :

1^o *Emploi dans les mines et carrières*. Circulaire, du 25 novembre 1893, relative à l'emploi des — dans les mines et carrières (interdiction du débouillage des coups de mine ratés); II, 560. — Circulaire, du 29 août 1896, modifiant les deux tableaux annexes du projet d'arrêté joint à la circulaire du 1^{er} août 1890, en ce qui concerne le calcul de la température de détonation des — employés dans les mines grisouteuses ou poussiéreuses; V, 466. — Circulaire, du 8 décembre 1899, modifiant la circulaire du 1^{er} août 1890, relative à la réglementation de l'emploi des — dans les mines grisouteuses ou poussiéreuses; VIII, 667. — Décret du 23 décembre 1901, réglant les approvisionnements et la conservation des — dans les mines, minières et carrières; X, 391. — Voir DYNAMITE (*Divers*).

2^o *Fabrication et vente*. Arrêté du ministre des finances, du 23 janvier 1892, fixant les prix des poudres à feu destinées à l'exportation; I, 9. — Arrêté du ministre des finances, du 6 février 1893, fixant les prix des poudres à feu destinées à l'exportation; II, 52. — Décret, du 30 octobre 1894, autorisant l'administration des contributions indirectes à mettre en vente un type spécial de coton-poudre

azotique ; III, 490. = Décret, du 17 août 1893, fixant le prix des — de mines aux nitrates d'ammoniaque ou de soude, vendus dans les entrepôts de la régie ; IV, 400. = Décret, du 14 janvier 1899, fixant les prix de vente, à l'intérieur, des — de mine ; VIII, 20. = Décret, du 12 mars 1899, autorisant la mise en vente d'un nouvel — de mine ; VIII, 94. = Décret, du 26 mai 1900, relatif à la vente des cartouches d' — pour travaux de mines (indication sur l'enveloppe de la nature et du dosage) ; IX, 188.

EXPLOSIFS FAVIER. Voir CHEMINS DE FER (*Transports*).

FABRE (Adrien) (S^r). Voir ADJUDICATIONS.

FALGUIÈRE (Election du s^r). Voir JURISPRUDENCE (*Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs*).

FAMARS (Nord). Voir MARLY (*concession de*).

FARE (La) (Isère). Décret, du 8 février 1898, instituant, en faveur de la *Société civile de recherches de mines d'or de France*, la concession de mines de cuivre et autres métaux connexes de — ; VII, 40.

FARNAULT (S^r). Voir MONTMARÇON (*concession de*).

FASCIO ET REDIER (S^{rs}). Voir ACCATES (Les), BOURNE (*concessions de*).

FAUCOGNEY (Haute-Saône). Décret, du 9 mars 1896, acceptant

EXPLOSIFS (Société française des). Voir DYNAMITE (*Fabriques*).

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900. Récompenses décernées aux exposants. Extraits concernant divers fonctionnaires et agents ainsi que plusieurs services et établissements du ministère des travaux publics ; IX, 445 et 502. = Circulaire, du 5 avril 1900, relative aux facilités à accorder aux yachts de plaisance français et étrangers admis à stationner sur la Seine, à Paris, pendant l' — ; IX, 164. = (Admission des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs à l' —). Voir DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS MINEURS.

F

la renonciation des propriétaires de la concession de mines de manganèse de —, à ladite concession ; V, 128.

FAULX (Meurthe-et-Moselle). Voir MOURIÈRE (*concession de LA*).

FAURE (S^r). Voir KEF-SEMMAH (*concession du*).

FAVEYROLLES (Aveyron). Voir DÉCHÉANCES.

FAVIER (S^r). Voir GARDE (*commune de LA*).

FEMMES (Travail des enfants, des filles mineures et des — dans les établissements industriels). Voir TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE.

FENIÈS (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Occupations de terrains*).

FERFAY (Pas-de-Calais) (Compagnie des mines de). Voir DYNAMITE

MITE (*Dépôts*) ; JURISPRUDENCE (*Recherches de mines*).

FERQUES (Pas-de-Calais). Voir DÉCHÉANCES, ADJUDICATIONS.

FERRIÈRE (La) (Aude). Voir DÉCHÉANCES.

FERRIÈRE-AUX-ÉTANGS (La) (Orne). Décret, du 21 février 1901, instituant, en faveur de la *Société anonyme des hauts-fourneaux, forges et aciéries de Denain et d'Anzin*, la concession de mines de fer de — et autorisant la réunion de cette concession avec celles de même nature de *Clévant*, de *Hazotte*, de *La Fontaine-des-Roches*, de *Champigneulles*, de *Marie-Chanois* (Meurthe-et-Moselle) et de *Jurques* (Calvados) ; X, 60.

FERRY, CURICQUE ET C^{ie} (S^{rs}). Voir GÉNAVILLE (*concession de*).

FILLES MINEURES (Travail des enfants, des — et des femmes dans les établissements industriels). Voir TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE.

FILLIÈRES (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 23 août 1896, instituant, en faveur de la *Société anonyme des laminiers, hauts-fourneaux, forges, fonderies et usines de la Providence*, et de la *Société F. de Saintignon et C^{ie}*, la concession de mines de fer de — ; V, 453.

FILLOLS (Pyrénées-Orientales) Voir DYNAMITE (*Dépôts*) ; TAURINYA (*commune de*).

FILLOLS (Société anonyme des mines de fer de). Voir CASTEIL (*concession de*).

FIRMY (Aveyron). Voir LASALLE (*concession de*).

FLAVIAC (Ardèche). Voir DÉCHÉANCES.

FLEURY (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 20 mars 1900, modifiant l'article 1^{er} du décret du 18 juin 1886, institutif de la concession de mines de fer de — ; IX, 129. = Voir MOURIÈRE (*concession de LA*).

FLINES-LES-RACHES (Nord). Décret, du 9 août 1892, instituant en faveur des s^{rs} *Bassez* et consorts, la concession de mines de houille de — ; I, 279.

FOGIÈRE (La) (Haute-Savoie). Voir DÉCHÉANCES.

FOND-DE-MONVAUX (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 20 mars 1900, portant extension du périmètre de la concession de mines de fer de — ; IX, 72. = Voir MARON-VAL-DE-FER (*concession de*).

FONDARY (Haute-Loire et Puy-de-Dôme). Voir FRUGÈRES (*concession de*).

FONTAINE-DES-ROCHES (La) (Meurthe-et-Moselle). Voir FERRIÈRE-AUX-ÉTANGS (La) ; MALAVILLERS (*concessions de*).

FONTFORT N° 2 (Source). Voir EAUX MINÉRALES.

FONTIENNE (Basses-Alpes). Décret, du 30 mai 1900, portant extension du périmètre de la concession de mines de lignite de — ; IX, 190.

FORESTIÈRE ET FONTANAS (La) (Rhône). Voir DÉCHÉANCES.

FORISSIER ET CONSORTS (Af-